

NON AUX MESURES DE RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES, NON À LA FERMETURE DU SITE DE BÉZIERS !

L'état doit rendre les moyens nécessaires pour empêcher la casse de l'UM3 !

Si depuis plusieurs années les différentes réformes universitaires annonçaient la fin de l'université tel que nous la connaissions, aujourd'hui la réalité rattrape les prédictions les plus pessimistes. Alors que les premières mesures de la dernière réforme Fioraso s'appliquent sur l'université, la rigueur budgétaire frappe aujourd'hui l'UPV avec des conséquences désastreuses pour les personnels, les étudiants et les usagers :

Une limitation d'accès à l'université et aux formations renforçant les inégalités sociales

- Fermeture complète du site universitaire Du Guesclin à Béziers à la rentrée prochaine (septembre 2014), privant ainsi ceux qui n'ont pas les moyens de payer un logement à Montpellier d'un accès à l'université.
- Limitation des inscriptions 2014 en première année de licence dans les filières Arts du spectacle, Arts plastiques, Information
- Communication, Psychologie, Administration économique et Sociale, voire d'autres filières sur leur demande. Les étudiants seront inscrits par tirage au sort
- Diminution progressive du financement de la formation continue par l'université, limitant ainsi l'accès à une reprise de formation pour les salariés
- Diminution progressive du financement de la formation au français pour les étudiants étrangers par l'université alors même que l'accueil d'étudiants étrangers est un des points forts de l'université Paul Valéry

Une casse des enseignements et de la recherche

- Réduction des volumes d'enseignement dans les filières à petits effectifs, masters notamment. Diminuant ainsi la qualité des formations.
- Diminution des crédits pour l'accueil des professeurs et scientifiques étrangers
- Arrêt du financement par l'université des contrats doctoraux, laissant ainsi les doctorants dans la précarité.
- Début de la fermeture des petites filières (la Licence d'ethnologie n'existera plus que comme option au sein de la licence de sociologie).

La réduction du personnel et de la qualité d'accueil des étudiants

- Gel total de la campagne d'emplois 2014 (annulation de 33 postes d'enseignants chercheurs, 42 BIATSS) et arrêt des remplacements pour congés de courte durée (dont congés maternité).
- non remplacement des contractuels, réduction des vacances (-7%). Les salariés précaires de l'université ne pourront ni être titularisés (gel de la campagne de recrutement) ni être renouvelés et se retrouvent alors sans emploi.

L'ensemble de ce plan de rigueur reviendrait à une coupe de plus de 3 millions d'euros dans le budget de l'université pour combler un déficit causé par l'application des dernières réformes universitaires (LRU, plan licence, et aujourd'hui loi Fioraso). En transférant la charge salariale sur le budget de l'université et en se désengageant financièrement des universités, les différents gouvernements ont créé une situation de faillite et demandent aujourd'hui aux personnels aux étudiants et aux usagers de l'université de payer les conséquences d'une politique de casse de l'enseignement supérieur.

Le non-financement des universités comme les nouvelles attaques sur les retraites contenues dans la dernière réforme du gouvernement ne sont ni une fatalité ni une nécessité mais bien un choix politique de l'Etat.

Anne Fraïsse et l'administration expliquent que ces solutions sont proposées car aucun autre choix n'est possible. Les organisations syndicales signataires estiment au contraire qu'une solution existe : que la ministre Fioraso et le gouvernement rendent immédiatement les plus de 3 millions qui correspondent aux besoins. Ainsi, nous pourrions obtenir satisfaction sur nos revendications :

- abandon de toutes les mesures avancées
- maintien du site Du Guesclin de Béziers
- maintien de l'ensemble des filières et des heures de cours
- titularisation des personnels précaires, recrutement d'enseignants et de personnels

Par ailleurs, les organisations estiment que pour éviter que d'autres plans de ce type puissent à nouveau voir le jour, la loi Fioraso doit être abrogée, ainsi que la LRU.

Etudiants personnels mobilisons-nous. Stoppons la rigueur.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE JEUDI 26 SEPTEMBRE 12H30 PARVIS ABC



CGT UM3 et UM1



SNPREES-FO

